



INTER PRO35

Le SYNDICALISME INDÉPENDANT

**RÉSISTER
REVENDIQUER
RECONQUÉRIR**

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE L'UNION DÉPARTEMENTALE

**OCT. 2025
N°279**

Au sommaire

- ÉDITORIAL (P1)
- HISTOIRE (P2)
- L'UD EN ACTION (P3-4)
- INFO (P5)
- NOS SYNDICATS (P6)
- NOTRE UD - STAGES CFMS 2026 (P7)
- INFO UD, CALENDRIER DES STAGES, UL ET AFOC, CLIN D'ŒIL DU PATOCHE (P8)

CITATION DU MOIS

"IL FAUT BIEN QUE LA VÉRITÉ MONTE DES PROFONDEURS DU PEUPLE, PUISQUE D'EN HAUT NE VIENNENT QUE DES MENSONGES"

Louise MICHEL
(1830- 1905)

institutrice
communarde
militante et
propagandiste
anarchiste



Notre boussole !

Le Cornu bis a annoncé, pour sauver provisoirement sa peau de 1^{er} sinistre, la suspension de la contre réforme Macron-Borne sur les retraites. Les mots ont un sens, suspension n'est pas abrogation et cela a des conséquences très concrètes. Cela entérine la régression des 62 ans et 9 mois et des 170 trimestres et c'est le prétexte aussi pour remettre sur le tapis le système de retraite par capitalisation version MEDEF ou retraite par points version CFDT que nous avons empêché par la grève fin 2019.

C'est peu dire que nous vivons une période de grande confusion, révélatrice d'un manque évident de projet social collectif, d'une perte de sens et de mémoire ouvrière.

En octobre 1945, dans un pays en ruine, nos anciens, dont le camarade Georges Buisson, sont capables d'imposer, face aux patrons et au pouvoir, cette conquête sociale majeure qu'est la Sécurité Sociale, sur la base d'un principe simple « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».

Ce principe, totalement contradictoire avec le système capitaliste, reste notre boussole dans le combat syndical.

Solidarité Interprofessionnelle et intergénérationnelle ou individualisme forcené ? Carte vitale ou carte bancaire ?

On retrouve et réinvente collectivement le chemin de jours heureux ou on se laisse embourber dans le marigot du chacun pour soi, voire du chacun contre l'autre, le jeune, le « boomer », le fonctionnaire, l'étranger... Les réactionnaires et les pétainistes relookés prospèrent dans ce marais puant au plus grand profit du système, dont ils ne sont que les petites frappes.

Système qui ne craint rien de plus que la force collective de « ceux qui ne sont rien » mais qui peuvent devenir « tout » comme le dit l'« Internationale ». Le fait même que le pouvoir ait été obligé de remettre cette question des retraites au cœur du débat est révélateur de la voie qu'il nous faut poursuivre.

À nous de nous organiser, de construire l'unité syndicale, pas celle de logos juxtaposés mais celle basée sur des revendications claires et de forger une confédération dont l'orientation et la combativité soient à la hauteur des enjeux sociaux et démocratiques.

Vive la vie, vive la pensée libre, vive la Sociale ! Vive la CGT Force-Ouvrière !

**20 octobre 2025
Fabrice LERESTIF
Secrétaire Général**

En 1953 déjà, la grève générale pour défendre les retraites

Des grèves générales, il y en a eu en 1968 ou 1995 souvent citées en exemple. Mais est-ce que vous vous rappelez celle d'août 1953 ?



grève générale pour défendre les retraites en ... 1953 !
Retour vers l'info - 2023

https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/s1235951_001/greve-generale-pour-defendre-les-retraites-en-1953

Août 1953. Alors que les Français s'apprêtaient à partir en vacances, le gouvernement avait voulu faire passer en douce plusieurs mesures impopulaires. Et notamment l'âge de la retraite de 65 à 67 ans pour les fonctionnaires.

La réaction fut immédiate, comme le rapportaient les Actualités françaises : « **L'annonce des décrets d'économie agitait déjà le secteur public : les postiers fermaient les guichets, à leur exemple, les services de voiries se mettaient en grève laissant en quelques jours la rue aux poubelles et les cheminots à leur tour fermaient leurs gares. Aux pauvres gens en vacances la campagne et la mer devenaient soudain inaccessibles.** »

Réquisitions et cars de vacanciers

C'est toute la France qui débraya : 4 millions de grévistes. Postiers, cheminots et même vignerons. « **Dans les régions viticoles, les vignerons mécontents rééditaient les manifestations de la semaine précédente. Leurs barricades coupaient les routes. La plupart des touristes avaient, en prévision, détourné leur itinéraire.** »

Le gouvernement réquisitionna de la main d'œuvre mais, aussi des cars de l'armée pour les Français qui veulent partir en vacances. Et le président du conseil, Joseph Laniel, lançait un appel au pays à la radio :

« **Face à la grève qui cherche à paralyser tout, je réponds donc catégoriquement : "NON, je dis NON à la grève"** »

Mais les blocages continuaient dans les transports : « **En France deuxième semaine de grève tandis que les gare autobus restaient déserte on a vu l'autostop devenir le sport quotidien des Parisiens.** » Ou encore à la Poste : « **On a vu encore l'ingéniosité ne perdant pas ses droits acheminer commande par pigeon voyageur.** » Après 16 jours de grève générale, le gouvernement abandonna sa réforme des retraites.

INA - Publié le 07.03.2023

Bien que la réalisation du front unique reste limitée à la base, c'est la première fois depuis 1947 qu'on voit militants de la CGT et militants de la CGT-FO avec pour revendications communes :

"Contre les décrets-lois du gouvernement relatif aux retraites, pour l'augmentation des salaires, le respect des libertés syndicales et le droit de grève, pour l'annulation des sanctions."



► 2 OCTOBRE ...

Nous étions 10 000 à Rennes, 400 à St. Malo, 300 à Fougères, 300 à Redon, 80 à Vitré et 60 Montfort-sur-Meu pour exiger l'abandon des mesures d'austérité et l'abrogation de la contre réforme des retraites de 2023.

L'UD en action



Rennes



LU DANS LA PRESSE

Grève du 2 octobre : une soixantaine de manifestants se sont réunis à Montfort-sur-Meu

Des rassemblements avaient lieu un peu partout en Ile-et-Vilaine (Rennes, Fougères, Redon...) mais aussi Montfort-sur-Meu, où une soixantaine de personnes se sont réunies devant la gare pour protester contre le projet de budget du gouvernement.



Une soixantaine de manifestants étaient rassemblés devant la gare de Montfort-sur-Meu, ce jeudi en fin d'après-midi. | OUEST-FRANCE

Dans le rassemblement, des ex-salariés de la plateforme Easydis, des personnels du centre hospitalier, des retraités, des enfants... « **L'unité des générations** », pour Fabrice Lerestif, secrétaire général de Force Ouvrière en Ile-et-Vilaine alors que le dernier Premier ministre François Bayrou « essayait de monter les générations les unes contre les autres. Il a cherché à diviser. Nous, nous cherchons à rassembler », estime le syndicaliste.

Pour Fabrice Lerestif, « c'est dans une grève ancrée dans la durée que se gagnera le combat »

Ouest-France le 02/10/2025



ST. Malo



Fougères



► Et aussi ...

LU DANS LA PRESSE

Les salariés de Carrefour Alma à Rennes manifestent pour dénoncer « la pression du chiffre »

Avec le soutien de FO et de la CGT, une quarantaine de salariés du Carrefour Alma de Rennes ont manifesté ce samedi 4 octobre 2025 devant leur magasin. Ils dénoncent leurs conditions de travail et une ambiance délétère de leur direction.

Ils étaient présents dès l'ouverture des grilles, ce samedi matin 4 octobre 2025, du Carrefour Alma situé dans le sud de Rennes. Une quarantaine de salariés qui dénoncent « des conditions de travail de plus en plus difficiles », « des décisions prises par la direction sans aucune concertation » et aussi « un flicage des représentants syndicaux ».



Une quarantaine de salariés de Carrefour Alma à Rennes a manifesté ce samedi 4 octobre 2025 devant leur magasin. | OUEST-FRANCE

« La marge, rien d'autre ne compte à leurs yeux »

Un mouvement soutenu par FO et la CGT avec la présence de leurs secrétaires départementaux respectifs Fabrice Lerestif et Mathieu Cocq.

Ce Carrefour, l'un des plus grands de Bretagne avec ses 10 000 m² de rayons, a basculé en location-gérance en mars 2022. C'est le groupe brestois Almaredis qui a en a pris les commandes. Un changement qui s'est aussi traduit par un changement de convention pour les 220 salariés actuels.

« C'est la pression du chiffre. La marge, la marge, la marge... Rien d'autre ne compte à leurs yeux » regrettait, en janvier 2025, un des salariés qui égrène aussi la liste des avantages sociaux perdus avec ce nouveau système : « La 6^e semaine de congés payés, la prime d'intéressement, moins de jours enfant malade, un délai de carence allongé quand on tombe malade. »

Ouest-France le 04/10/2025

Soutien aux personnels du foyer de vie Jacques Michelez

Vendredi 17 octobre, les camarades du Groupement Départemental Santé d'Ille-et-Vilaine (avec le soutien de camarades de Loire Atlantique) sont allés soutenir les personnels en grande souffrance du foyer de vie Jacques Michelez, du fait d'une direction qui n'écoute rien, à St Sulpice des Landes.

L'UD était présente aussi avec le Secrétaire Général et Mickaël de la Commission Exécutive. Comme a pu le dire Valérie Lamy, secrétaire régionale santé "on ne lâchera rien pour les personnels et les résidents".



Rassemblement devant la tour de la Sécurité Sociale à Rennes le 13 octobre

Dans cette période d'immense confusion politique où le grand patronat entend conserver tous ses privilèges, l'idéal de solidarité interprofessionnelle et intergénérationnelle qu'incarne la Sécurité Sociale qui a ce mois-ci 80 ans.



L'occasion aussi de rendre hommage à Georges Buisson dont le rôle dans cette conquête majeure est trop souvent méconnu.

Hommage à Samuel Paty, Dominique Bernard et Mélanie Grapinet

Cinq ans après l'assassinat de Samuel Paty, enseignant d'histoire-géographie, et deux ans après celui de Dominique Bernard, professeur de français, notre émotion reste intacte. Ces crimes abominables ont visé ce que représente l'École de la République : le savoir, la liberté de conscience, la laïcité, et le rôle irremplaçable des enseignants dans la formation des citoyens libres et éclairés.

Ces deux enseignants ont payé de leur vie leur engagement pour ces valeurs fondamentales.

Ils incarnaient la mission première du service public d'éducation, telle que nous la défendons : instruire, émanciper, faire réfléchir.

Mais au-delà de l'émotion, nous devons rappeler les responsabilités. L'État, employeur des personnels de l'Éducation nationale, n'assume pas les siennes.

Il laisse les personnels seuls face à des tâches de plus en plus lourdes, des injonctions contradictoires, un manque criant de moyens, et des menaces croissantes. Nous ne pouvons alors que penser à Mélanie Grapinet, assistante d'éducation, décédée le 10 juin 2025 après avoir été poignardée lors d'une fouille de sacs effectuée par les gendarmes aux abords de l'établissement.

La protection fonctionnelle, pourtant prévue par la loi, est trop souvent refusée ou retardée. Les conditions d'exercice du métier se dégradent, la hiérarchie administrative est parfois absente ou défaillante, et les personnels sont sommés d'affronter seuls des situations qui dépassent largement leurs missions.

Comme le rappelle la FNEC FP-FO d'Ille-et-Vilaine, la sécurité, la protection et la reconnaissance des personnels ne peuvent être négociées : elles relèvent de la responsabilité pleine et entière de l'employeur public.

Nous exigeons :

- que toute atteinte à la sécurité d'un agent soit immédiatement prise en compte et traitée,
- que la protection fonctionnelle soit accordée systématiquement et sans délai,
- que les moyens humains et matériels soient garantis pour assurer les missions du service public d'éducation dans des conditions dignes et sûres,
- et que les personnels soient respectés et soutenus, non soupçonnés ou culpabilisés.

À travers cet hommage, nous affirmons notre fidélité aux valeurs de la République et notre détermination à défendre tous ceux qui la font vivre au quotidien, souvent dans l'ombre, au sein des écoles, collèges et lycées.

« **Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire.** » disait Jean Jaurès.

En pensant à Samuel Paty et Dominique Bernard, nous rendons hommage à tous les enseignants et personnels de l'éducation qui poursuivent, avec dignité et engagement, la mission républicaine d'instruction et d'émancipation. Nos pensées vont également à Mélanie Grapinet.

Notre tristesse est immense, mais notre détermination reste entière :

Force Ouvrière continuera à se battre pour que plus jamais un personnel ne meure pour avoir fait son métier.



Rennes le 16 octobre 2025

Remerciement comité de soutien Azat Miftakhov

Cher Fabrice,

Elena Gorban, l'épouse d'Azat Miftakhov et moi-même t'adressons nos remerciements les plus chaleureux pour le formidable soutien que tu as apporté à notre journée du 20 septembre pour Azat !

J'ai envoyé la photo de ton UD à Elena qui était extrêmement impressionnée !

Amitiés,

Marie-Laetitia

Pour Solidarité FreeAzat



Cécile Kohler et Jacques Paris

sont otages en Iran depuis le 7 mai 2022

Ensemble pour leur libération

Nos 2 camarades Cécile et Jacques otages en Iran depuis mai 2022 qui viennent d'être condamnés à de lourdes peines de prison pour "espionnage". Nous ne les oublions pas, ils sont quotidiennement au cœur de nos pensées.



L'UD aux côtés de ses militantes et militants !

Nos syndicats dans l'action !!!

FNEC-FP Rassemblement AESH

Nous étions une trentaine devant le rectorat le 30 septembre pour contester les 24 licenciements d'AESH. Nous avons rédigé un communiqué avec les personnels et parents présents.

Nous avons également obtenu une audience avec la responsable du dialogue sociale et le responsable DRH. Une adhérente licenciée a pu ainsi faire connaître les raisons qui l'ont poussée à ne pas signer l'avenant imposé : non, ce n'était pas un choix. Elle a pu porter la voix de ces personnels maltraités par l'institution, dénoncer les PIAL, L'École de la Confiance, et revendiquer un vrai salaire, un vrai statut. Comme elle l'a dit elle-même : **"je suis venue aujourd'hui car je suis licenciée, mais je me bats aussi pour celles qui restent."**

La presse est venue et a pu relayer nos revendications.

La mobilisation continue. Nous ne lâcherons pas.

LU DANS LA PRESSE

Malgré le manque de personnel, une trentaine d'AESH licenciés en Ile-et-Vilaine

Mardi 30 septembre 2025, en fin de matinée à Rennes, elle a eu confirmation de son licenciement. **« Vingt-quatre personnels AESH ont vu leur licenciement validé par une commission consultative paritaire du rectorat parce qu'elles ont refusé de signer un avenant à leur contrat élargissant le périmètre de leur PIAL »**, explique Justine Marti, secrétaire départementale du syndicat Force ouvrière (FO) Lycées-Collèges en Ile-et-Vilaine, dont plusieurs militants ont accompagné les AESH devant l'entrée du rectorat, rue d'Antrain, à Rennes.



Des militants du syndicat FO 35 Lycées-Collèges sont venus soutenir les agents AESH qui viennent d'apprendre la validation de leur licenciement, mardi 30 septembre 2025, devant le rectorat de Rennes. | OUEST-FRANCE

Un PIAL, c'est un pôle inclusif d'accompagnement localisé, le secteur géographique où une AESH exerce son métier. **« Ça fait passer ce périmètre de 20 km à une quarantaine de kilomètres en moyenne, voire 70 km dans le secteur de Redon. »**

Concrètement, une AESH peut le matin être dans un premier établissement et l'après-midi dans un autre, parfois distant de plusieurs dizaines de kilomètres. **« Et ce pour un salaire de moins de 1 000 € net par mois, avec un temps de travail imposé de 62 % et 24 heures par semaine »**, précise la secrétaire départementale FO Lycées-Collèges.

Le licenciement de dix autres AESH pour inaptitude physique aurait aussi été validé le même jour, soit un total de 34 licenciements. Selon les syndicats et associations de parents et professionnels, il manquerait 200 AESH en Ile-et-Vilaine et un millier d'élèves seraient sans accompagnement adapté à leur handicap./...

Extrait /... Ouest-france 30/09/2025

Victoire syndicale du SNUDI-FO les lauréats de la liste complémentaire du concours de professeurs des écoles vont être recrutés sous statut !

Le SNUDI-FO avait décidé d'organiser un rassemblement ce mardi 14 octobre 2025, jour du CSA faisant le bilan de rentrée, pour exiger le recrutement de l'intégralité de la liste complémentaire du CRPE 2025 par la rectrice de l'Académie de Rennes.

Rappelons quelques faits :

Des contractuels sont appelés au cours de l'année scolaire, déjà 18 nouveaux contractuels ont été recrutés en CDD depuis septembre en plus de la centaine de contractuels renouvelés ;

De nombreux enseignants absents ne sont pas remplacés, plus de 5 200 journées d'absence non remplacées en Ile-et-Vilaine l'an dernier ;

Des temps partiels sont refusés par les directions académiques pour l'année 2025/2026 au nom du manque de personnels.

Les services au Rectorat ont contacté le syndicat lundi soir pour lui confirmer que tous les lauréats de la liste complémentaire du concours de professeur des écoles de l'académie de Rennes vont être contactés pour être affectés dans les écoles.

Cette victoire est à mettre au compte de l'abnégation des listes complémentaires avec le SNUDI-FO national reçus en audience au ministère le 25 septembre puis avec les SNUDI-FO de l'académie de Rennes qui n'ont pas ménagé leurs interventions pour le recrutement de fonctionnaires stagiaires et non de contractuels !

Nous allons désormais œuvrer pour obtenir le ré-abondement de ces listes et pour que des postes soient créés à hauteur des besoins dans les écoles, mais nous pouvons nous féliciter de cette victoire pour l'École Publique et pour le recrutement de professeurs des écoles fonctionnaires d'état !

NE LES LAISSONS PAS FAIRE !



colm



Un stage enrichissant

Un stage 1^{er} niveau (ex découverte) s'est tenu du lundi 29 septembre au vendredi 3 octobre à l'UD.

Ce stage où de nombreux camarades du privé comme du public avaient moins de deux ans de cotisations leur a permis de **"grandir"** selon l'expression de l'un d'eux.

Grande satisfaction des camarades à la cloture du stage effectué par le SG et Céline, SG adjointe et responsable du secteur juridique.

Grand merci à Jessie l'animateur

STAGES CFMS 2026 à l'UD 35

Les inscriptions seront possible dès le 3 novembre et uniquement via le site E-FO.

N'hésitez pas à nous contacter si souci pour s'inscrire.

DATES	INTITULÉ	DURÉE
Du lundi 9 février au vendredi 13 FÉV.	STAGE 1 ^{ER} NIVEAU	5 jours
Du lundi 9 au vendredi 13 MARS	CSE	5 jours
Du lundi 30 MARS au vendredi 3 AVRIL	FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT	5 jours
Du mercredi 27 au vendredi 29 MAI	NÉGOCIER	3 jours
Du lundi 1 ^{er} au vendredi 5 JUIN	STAGE 1 ^{ER} NIVEAU	5 jours
Du lundi 21 au vendredi 25 SEPT.	STAGE 1 ^{ER} NIVEAU	5 jours
Du mardi 20 au jeudi 22 OCTOBRE	CONNAÎTRE SES DROITS	3 jours
Du lundi 2 au vendredi 6 NOV.	SSCT	5 jours

**Ils nous traitent
comme des chiens !**

**Faites
Comme Lui :**
**Syndiquez
Vous !**

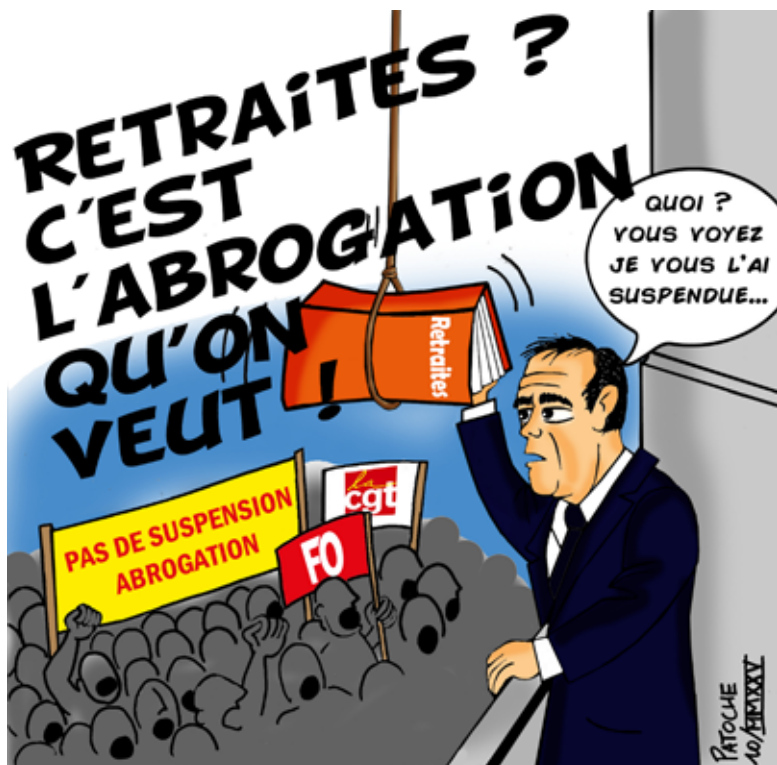


ud.fo35@wanadoo.fr
www.udfo35.fr

- Rennes,
- Saint Malo,
- Redon,
- Fougères,
- Vitré...



CLIN D'OEIL DU PATOCHE



ABROGATION DES LOIS SCÉLÉRATES SUR LES RETRAITES

- ▶ **Retour au droit à la retraite à 60 ans à taux plein.**
- ▶ **Blocage de tout allongement de la durée de cotisation et retour aux 37,5 annuités.**
- ▶ **Maintien du système solidaire de la répartition (contre le système par points) et retour au calcul sur les dix meilleures années dans le privé.**
- ▶ **Maintien du code des pensions et du calcul sur les six derniers mois dans le public.**
- ▶ **Revalorisation des pensions.**

**Pour FO, le dossier n'est pas clos,
rien n'est réglé, FO ne lâchera pas !**

Nos stages

STAGES CFMS 2025

DÂTES	INTITULÉ	DURÉE
Semaine 45 du lundi 03 au vendredi 07 NOV.	SSCT (pris en charge financièrement par l'employeur)	5 jours

STAGE UD : vendredi 28 novembre
Inscription à l'UD

**COMMENT FAIRE FACE À L'IA ?
DÉFENSES & NÉGOCIATIONS**

POUR 2026 DATES EN PAGE 7

ATTENTION ! la confédération demande une inscription par e-fo ...
N'hésitez pas à nous contacter si souci pour s'inscrire.

SI LES DATES NE VOUS CONVIENNENT PAS,
il est possible de s'inscrire à un stage identique
DANS LES DÉPARTEMENTS 22, 29 OU 56.

NE PAS HÉSITER À NOUS CONTACTER :
02.99.65.36.50 ou ud.fo35@wanadoo.fr

Nos Unions Locales

RENNES

35, rue d'Échange 35000 RENNES
02.99.65.36.60
ulforennes@gmail.com
Tous les jours 9h-12h et 14h-17h

ST MALO

8, rue Ernest Renan 35400 SAINT MALO
09.66.96.37.97
ulfostmalo@wanadoo.fr
Mardi et vendredi 9h-12h et 14h-17h

FOUGÈRES

7, rue Charles Malard 35300 FOUGÈRES
02.99.99.00.49
ulfofougères@orange.fr
Le mardi après-midi

VITRÉ

45, rue de Paris 35500 VITRÉ
ulfovitre@orange.fr
Permanence 1^{er} vendredi du mois

REDON

1, rue du Tribunal 35600 REDON
02.99.71.16.48
06.81.09.51.02
fo.redon@yahoo.fr

PERMANENCES

AFOC

35

Informier
Conseiller
Défendre
Représenter
Accompagner

L'AFOC 35

**ASSURE SES
PERMANENCES
SUR RDV**

**CONTACTEZ-NOUS :
TÉL. : 02 99 65 36 66**

POUR PLUS D'INFOS :



**Pensez à vos timbres :
commande, paiements
et suivi sur eFO.**

TIMBRES 2025 : 5,50 €
tresorerie.udfo35@orange.fr